

**Arabie saoudite - Déclaration  
conjointe de la République française  
et du Royaume d'Arabie saoudite**  
(Paris, 10 avril 2018)

À l'invitation du président de la République française, Son Altesse Royale le prince Mohammed ben Salman ben Abdulaziz al-Saoud, Prince héritier, vice-président du Conseil des ministres et ministre de la défense du Royaume d'Arabie saoudite, s'est rendu en visite à Paris les 9 et 10 avril 2018.

Son Altesse Royale a rencontré le président Emmanuel Macron, le Premier ministre Edouard Philippe, le ministre de l'Europe et des affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, la ministre des armées, Florence Parly et le ministre de l'économie et des finances, Bruno Le Maire.

Au Palais de l'Elysée, le président Macron et le Prince Mohammed ont coprésidé la première réunion du Conseil de partenariat stratégique franco-saoudien, organisme nouvellement créé, en présence de ministres et de hauts fonctionnaires des deux gouvernements.

Le président Macron a également offert un dîner officiel en l'honneur du Prince héritier Mohammed ben Salman, qui lui a transmis les salutations du Roi Salman ben Abdulaziz al-Saoud, Serviteur des deux saintes mosquées, ainsi qu'une invitation à se rendre en visite au Royaume d'Arabie saoudite. Le président Macron a accepté cette invitation à laquelle il a répondu par un message de haute estime et d'amitié.

Cette visite a offert l'occasion de célébrer la longue histoire d'amitié et de coopération entre la France et l'Arabie saoudite. La décision d'en ouvrir un nouveau chapitre prometteur avec la mise en place d'un Cadre de partenariat stratégique portant sur quatre domaines (1° politique ; 2° défense et sécurité ; 3° économique, et 4° culture, sciences et éducation) portera nos relations à un niveau sans précédent.

## 1 - Politique internationale et régionale

La France et l'Arabie saoudite ont un même objectif de paix, de stabilité et de sécurité au Moyen-Orient. Les ministres des Affaires étrangères des deux pays approfondiront leurs consultations et leur coordination à l'appui de solutions politiques. Les deux pays s'attacheront à répondre aux défis mondiaux auxquels la communauté internationale est confrontée, notamment les changements climatiques et le développement humain. L'action conjointe de nos deux pays apportera une contribution décisive dans ces domaines.

## 2 - Sécurité

La coopération entre les deux pays en matière de sécurité est vaste et pluridimensionnelle. Les deux pays ont fait de la lutte contre le terrorisme une priorité et accordent une attention particulière à la lutte contre la radicalisation et le financement du terrorisme. Leur forte coopération bilatérale cherchera à étendre l'action menée aux niveaux régional et multilatéral afin de devenir encore plus efficace, et ils s'attacheront à faire de la Conférence de Paris contre le financement du terrorisme, prévue pour les 25 et 26 avril, un succès.

La France soutiendra également les efforts menés par l'Arabie saoudite pour moderniser son ministère de la Défense.

### 3 - Economie, commerce et investissements

L'approfondissement des échanges commerciaux et des investissements sera bénéfique à l'économie des deux pays. La Vision 2030 de l'Arabie saoudite offre l'occasion d'envisager de nouveaux domaines d'échanges économiques et de coopération. Au nombre des principaux domaines de coopération figurent les secteurs de l'eau et de l'environnement, des villes durables connectées, des transports, de l'énergie, de la santé, de l'agriculture et de l'approvisionnement alimentaire.

Le savoir-faire français en matière de technologies est essentiel dans tous ces secteurs et peut avoir une incidence tangible dans tous ces domaines. Les investissements croisés dans de grandes sociétés et de jeunes pousses seront encouragés.

Au cours de cette visite a eu lieu à Paris un Forum des chefs d'entreprise auquel ont pris part des dirigeants et des entreprises français et saoudiens. Ce forum a permis de présenter et de discuter de manière approfondie de projets en rapport avec la Vision 2030, d'établir des contacts importants entre les deux parties et de signer plusieurs contrats et mémorandums d'entente qui témoignent du dynamisme nouveau de nos rapports économiques et technologiques.

### 4 - Coopération universitaire, culturelle et scientifique

Le renouveau du cadre de partenariat entre la France et l'Arabie saoudite permettra de redéfinir les priorités de notre coopération. Les deux pays mettront en place des programmes dans les domaines suivants : éducation et formation ; recherche et innovation ; culture, patrimoine et tourisme ; sports et jeunesse. La France fera également profiter la Vision 2030 de ses compétences en matière de tourisme et de patrimoine.

Ce partenariat nouveau, qui englobe également l'action menée par l'Arabie saoudite afin de développer avec des partenaires internationaux un secteur touristique et culturel durable à Al Ula, vise à renforcer la coopération dans tous ces domaines au moyen d'actions concrètes et de projets structurés. Certains projets sont d'ores et déjà en cours de mise en oeuvre. Dans le domaine du patrimoine culturel, un accord a été signé entre M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, et Son Altesse le Prince Badr ben Abdullah ben

Mohammed ben Farhan Al-Saoud, gouverneur de la Commission royale pour Al Ula, sur le projet de développement d'Al Ula. Cette coopération met en évidence le fait que les deux pays ont la même volonté de protéger et de promouvoir le patrimoine culturel, de promouvoir les connaissances scientifiques et d'ouvrir de nouvelles perspectives au tourisme durable autour de ce site archéologique unique en son genre.

Cet accord a été complété par un mémorandum d'entente entre Campus France et la Commission royale pour Al Ula sur la formation d'étudiants de la région d'Al Ula et par un mémorandum d'entente entre l'Institut du monde arabe et la Commission royale pour Al Ula en vue d'organiser une exposition itinérante.

Les questions régionales et internationales ont été évoquées de manière approfondie. Les deux pays ont souligné leur attachement à la paix et à la sécurité au Proche-Orient. La plus grande attention a été accordée à la situation actuelle de la Ghouta orientale, notamment aux récentes allégations de recours à des armes chimiques. Les deux parties ont appelé la communauté internationale à faire en sorte que les responsables de ces attaques soient amenés à répondre de leurs actes. Les deux pays ont réaffirmé que la résolution de la crise syrienne devait reposer sur une solution politique basée sur la Déclaration de Genève 1 et sur la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Les deux pays ont réaffirmé leur engagement sans concession en faveur de la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme ainsi que contre le financement de ce dernier, notamment dans la région du Sahel. La France a fait part de son appréciation du fort soutien accordé par l'Arabie saoudite aux forces du G5.

En ce qui concerne le Yémen, les deux parties sont convenues de la nécessité d'une solution politique, à laquelle invite la résolution 2216 du Conseil de sécurité des Nations Unies, afin de mettre fin aux souffrances du peuple yéménite. Elles ont condamné les attaques par missiles balistiques lancées par les milices houthies contre le Royaume d'Arabie saoudite et souligné que les pays qui fournissent aux milices houthies des armes et des missiles balistiques devaient se conformer aux résolutions pertinentes des Nations unies qui interdisent de tels actes. Les deux parties ont réaffirmé qu'il importait de soutenir les efforts de l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Yémen en vue d'une solution politique de la crise yéménite. Parallèlement, la France est prête à soutenir la coalition et les organismes des Nations unies afin d'accélérer la fourniture d'une aide humanitaire à tous les Yéménites, notamment dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'un milliard de dollars annoncé par le Royaume d'Arabie saoudite et par les Emirats arabes unis. La France et l'Arabie saoudite sont convenues d'organiser à Paris une conférence internationale sur la situation humanitaire au Yémen.

Les deux pays ont confirmé leur volonté de renforcer la coopération, conjointement avec d'autres pays amis, en faveur de la sécurité et du développement de la mer Rouge.

Les deux pays ont réaffirmé leur attachement à la stabilité, à l'unité et à la souveraineté du Liban, comme en témoignent leurs engagements et leurs déclarations lors de la Conférence CEDRE du 6 avril à Paris, et ont souligné la nécessité pour toutes les parties libanaises de respecter leur engagement en faveur du principe de dissociation des conflits régionaux.

Au sujet du conflit israélo-palestinien, les deux pays ont renouvelé leur appel en faveur d'un règlement prévoyant deux États reposant sur les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies et sur l'Initiative de paix arabe.

Les deux parties sont convenues de la nécessité d'empêcher d'Iran de se doter d'armes nucléaires. Les deux pays ont évoqué les mesures à prendre pour endiguer le programme balistique de l'Iran et contrer les éléments menaçants de sa politique régionale. La fourniture de missiles et de soutien à des milices et à des groupes armés, notamment ceux qui sont qualifiés d'organisations terroristes par les Nations unies, est inacceptable. L'Iran doit se conformer aux règles et principes internationaux du bon voisinage et de la non-ingérence dans les affaires d'autres pays.

Les deux parties ont estimé d'un commun accord que la visite en France du Prince héritier Mohammed ben Salman a été une visite historique qui a amené leurs relations à un niveau sans précédent ; elles attendent avec intérêt la visite à venir du président Macron au Royaume d'Arabie saoudite qui portera les relations entre les deux pays à un niveau encore plus élevé./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)